

Le phénomène qui nous intéresse le plus directement pendant cette période est le processus de radicalisation politique du milieu étudiant face au problème soulevé par la lutte de libération nationale du peuple algérien. On assiste ainsi à une division du milieu étudiant suivant que l'on acceptait ou non la lutte populaire, que l'on prenait parti pour l'un ou l'autre des deux adversaires. Car la guerre d'Algérie apparaissait plus fondamentalement comme la lutte des "exploités" contre leurs "exploiteurs", pour leur droit à la liberté et à l'indépendance (si cette guerre n'est pas apparue ouvertement comme un aspect explosif de la contradiction irréductible capital-travail, capitalisme-classe ouvrière, de par la politique timorée du P.C.F., en particulier, cela n'empêcha pas que les deux camps en présence se constituent autour des deux pôles de cette contradiction). Cette radicalisation du milieu étudiant qui adopta des notes particuliers : création des Fronts Universitaire Anti-fascistes, par exemple, aboutit après la scission des "apolitiques" en 57, à ce que l'U.N.E.F. se coupe de toute une partie du milieu étudiant, et cela définitivement. En même temps, et selon cette même "logique", les militants les plus actifs dans la lutte contre la guerre se trouvaient à la direction de l'U.N.E.F..

La paix revenue, on aurait pu croire que le mouvement étudiant allait retrouver son aspect essentiellement corporatiste d'autrefois. Pourtant un retour en arrière n'était plus possible :

- durant la période 56-62 la crise interne (de structures) de l'université avait pris des proportions démesurées, créant chez un nombre toujours plus grand d'étudiants une inquiétude quand à leur situation dans la société et en conséquence perpétuant la division politique du milieu, bien que dans des proportions différentes;

- l'U.N.E.F. était tenue par la "mine", suite à la radicalisation politique de la "gauche étudiante", et apparaissait maintenant, pour la majorité des étudiants, comme une organisation politique, donc inapte à répondre aux exigences types du milieu : revendications corporatives, sectorielles et non globales,

---

humaine, nous ne saurions tolérer que la guerre d'Algérie se poursuive dans de telles conditions. S'il était vrai que la guerre d'Algérie ne peut se poursuivre par d'autres moyens, c'est à cette guerre elle-même qu'il faudrait mettre fin, car ni l'efficacité ni une situation exceptionnelle ne saurait justifier l'emploi de pareilles méthodes." Un projet de lettre de l'U.N.E.F. au président de la République contient notamment : "... Nous gardons, plus que jamais, la conviction que les solutions de force ne conduisent à rien. Inefficaces, elles sont en même temps indignes de la France. Seule la méthode du dialogue, qui, dans l'ordre politique est celle de la négociation, est à la fois conforme aux traditions de la France et de son Université, et susceptible de mettre fin au conflit algérien. ..." Cette partie de la lettre sera rejetée au 46<sup>e</sup> Congrès, et l'ensemble des positions prises sur la guerre d'Algérie provoqueront le départ des 17 A.G.E. "apolitiques".